

Etats-Unis & Union européenne - Brevets des vaccins : « Plus de six mois ont été perdus »

jeudi 6 mai 2021, par [COQ-CHODORGE Caroline](#), [LONDEIX Pauline](#) (Date de rédaction antérieure : 6 mai 2021).

Les États-Unis se sont prononcés en faveur de la levée des vaccins contre le Covid, pour accélérer la production mondiale. L'activiste Pauline Londeix dénonce « la lenteur et l'aveuglement » des décideurs politiques européens, dont Emmanuel Macron.

Les États-Unis se sont déclarés, mercredi 5 mai, favorables à la suspension des brevets des vaccins contre le Covid. Pauline Londeix, cofondatrice de l'Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament (Otméd), suit les négociations internationales sur le sujet, qui courent depuis le mois d'octobre.

Elle juge la décision américaine « historique », surtout parce qu'elle tranche avec les positions défendues par l'administration Trump, mais aussi par les pays de l'Union européenne, au premier rang desquels la France. L'activiste juge qu'Emmanuel Macron a été « aveuglé » par le lobby pharmaceutique, au détriment de la santé mondiale comme de l'économie.

Caroline Coq-Chodorge : Les États-Unis se prononcent pour la levée des brevets des vaccins contre le Covid , six mois après leur mise sur le marché : est-ce cette rapidité que vous jugez « historique » ?



DR

Pauline Londeix : Depuis le début de la crise Covid, et bien avant, l'administration américaine poussait, dans les instances internationales, pour un renforcement de la propriété intellectuelle des vaccins. La nouvelle administration Biden donnait des signes encourageants. Mais nous sommes surpris que les États-Unis prennent position en faveur de la levée des brevets avant l'Europe. Cela en dit long sur le retard et l'aveuglement de l'Union européenne sur ce sujet.

Car, en réalité, la lenteur de la décision est terrible : nous sommes dans une situation inédite de crise sanitaire mondiale, les économies sont à l'arrêt, pour les faire repartir nous avons besoin de vaccins accessibles partout dans le monde. Tous les moyens auraient dû être mis, depuis le début de la crise, pour que la population mondiale ait accès aux vaccins le plus vite possible et au meilleur

prix.

Le 2 octobre 2020, l'Afrique du Sud et l'Inde ont demandé, au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la levée des droits de propriété intellectuelle sur les technologies développées contre le Covid. Cette demande a été refusée par les pays riches en octobre, en décembre et en février. Plus de six mois ont été perdus.

Assiste-t-on enfin à la prise de conscience par les pays riches qu'ils restent menacés par une circulation du virus incontrôlée ailleurs dans le monde, même s'ils sont largement vaccinés ?

Le contexte est bien celui-là. Pour faire face à l'émergence de variants du virus, et stopper sa circulation, il va falloir développer de nouveaux vaccins à l'avenir, et investir enfin dans la production pour permettre à des acteurs plus nombreux de fournir le monde entier. Les États-Unis viennent de changer de position, immédiatement suivis par la Nouvelle-Zélande. Aujourd'hui, parmi les pays riches, l'Europe se retrouve isolée, toujours opposée à la levée des brevets, aux côtés du Brésil, du Japon et de l'Australie, comme le montre cette carte de Médecins sans frontières.



© OTMeds

Vous jugez durement le rôle de la France et de l'Europe dans cette négociation.

Emmanuel Macron a qualifié à de nombreuses reprises les vaccins contre le Covid de « biens communs ». En réalité, dans les négociations à l'OMC ou à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la France a toujours voté en faveur du renforcement de la propriété intellectuelle des vaccins, croyant défendre « son » industrie. Sanofi a ou avait l'ambition de devenir un leader mondial dans le vaccin à ARN messager, et ne veut pas voir se multiplier les acteurs industriels. L'Allemagne et le Danemark défendent aussi leurs géants pharmaceutiques, à savoir Bayer et Novo Nordisk. L'Union européenne se range derrière les positions dogmatiques de ces trois pays en particulier. Ces décideurs politiques sont aveuglés, ils devraient être plus rationnels et pragmatiques.

Après cette prise de position américaine, quelles sont les prochaines étapes de la négociation ?

Courant mai se tiennent de nouvelles négociations au sein de l'OMC, en juin des décisions peuvent être prises sur la levée temporaire des brevets. À partir de là, d'autres industriels pourront investir dans la production de vaccins contre le Covid sans être poursuivis pour non-respect du droit de la propriété intellectuelle, en commençant par monter des lignes de production, ce qui est une lourde étape logistique.

« Remettre aux pays nécessiteux la recette de cuisine sans les ingrédients, les garanties et la main-d'œuvre importantes nécessaires n'aidera pas ceux qui attendent le vaccin », a déclaré la présidente de la Biotechnology Innovation Organization (BIO), qui représente les intérêts de l'industrie des biotechnologies au niveau mondial.

Le laboratoire industriel Teva, qui est un des leaders mondiaux de la production de génériques, avait proposé de sous-traiter la production de vaccins ARN messenger. Les multinationales ont refusé. Teva, comme d'autres laboratoires, a des capacités technologiques considérables. Effectivement, la logistique est lourde, surtout pour les vaccins à ARN messenger, et cela peut prendre des mois. C'est justement pour cette raison qu'il ne fallait pas perdre de temps.

Les multinationales ont refusé parce qu'elles veulent garder le monopole sur les vaccins à ARN messenger, dans la perspective de productions futures face aux variants et à d'autres pathologies. Si un industriel comme Teva se positionne sur cette technologie, cela devient un concurrent potentiel.

Les seuls profits de ces multinationales ne peuvent pas guider les décisions publiques. Car tous ces laboratoires ont bénéficié d'investissements publics. Tous les vaccins ont été pré-achetés par les États. Le National Institute of Health américain, l'équivalent de l'Inserm en France, a investi 17,2 milliards de dollars sur 20 ans, dans des recherches qui ont abouti à des technologies utilisées aujourd'hui par Moderna. Le BARDA américain a par ailleurs financé Moderna à hauteur d'un milliard de dollars. BioNtech, qui a mis au point le vaccin Pfizer, a bénéficié de 300 millions d'euros de la part de l'Allemagne, de 100 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement. Au premier trimestre 2021, Pfizer a engrangé 3,5 milliards de revenus avec son vaccin. Et cette multinationale se rend coupable, aux États-Unis, d'évasion fiscale, à hauteur de 25 milliards de dollars.

Les laboratoires alertent aussi sur un risque de pénuries de matières premières, si les producteurs de vaccins se multiplient.

Aujourd'hui, l'Inde est un des premiers producteurs de matières premières pharmaceutiques. Est-ce normal que ce pays les exporte en grande partie et se retrouve aujourd'hui dans une terrible crise sanitaire ? Le monde entier est aujourd'hui en risque de pénurie, parce que l'industrie pharmaceutique indienne est ralentie par le Covid : les ouvriers tombent malades.

La stratégie des pays riches est consternante : ils se servent d'abord et voient ensuite ce dont les pays pauvres ont besoin, sans aucun plan. Ce n'est pas une stratégie de santé mondiale.

P.-S.

- MEDIAPART. 6 mai 2021 : <https://www.mediapart.fr/journal/international/060521/brevets-des-vaccins-plus-de-six-mois-ont-ete-perdus>

- *Les articles de Caroline Coq-Chodorge sur Mediapart :* <https://www.mediapart.fr/biographie/caroline-coq-chodorge>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>